

Les impératifs politiques

La société civile et les politiques de l'autonomisation

PAR NANCY NEAMTAN

À l'heure actuelle, dans ce pays, on souhaite ardemment un changement profond dans notre façon de vivre et de nous gouverner. Je le vois dans le mouvement féministe, le mouvement coopératif, le mouvement environnemental, je le vois dans le milieu du travail et au sein des organismes de développement économique communautaire et des entreprises sociales. D'une façon ou d'une autre, nous sentons tous qu'un virage culturel est devenu une nécessité dans ce pays.

Mais la réalité, c'est qu'un tel virage ne se produira pas sans un processus politique. Pour qu'un changement profond survienne, nous devons réunir des alliés, élaborer un programme commun, concevoir des solutions de rechange politiques et jouer un rôle dans leur mise en œuvre.

Cela n'est pas facile. C'est ardu, même douloureux, et cela demande des années d'efforts soutenus. Mais ce n'est pas impossible. Il s'agit de devenir politisé – et non partisan – et j'ai participé activement et avec enthousiasme à ce processus au Québec au cours des 20 dernières années.

Repenser le développement social et économique

En 1983, j'étais organisatrice communautaire dans le Sud-Ouest de Montréal, l'un des quartiers urbains les plus pauvres au Canada. C'est l'année où les premiers programmes de travail obligatoire ont été créés, visant particulièrement les jeunes. Notre réaction a été double. Nous avons dénoncé la nature à court terme et les éléments coercitifs de ces programmes. C'était la partie facile. En même temps, nous ne pouvions nier que les bénéficiaires d'aide sociale dans notre collectivité voulaient travailler. Ils nous le demandaient tous les jours.

Alors, au lieu de rester là à protester contre la façon dont on voulait priver les gens de l'aide sociale, nous sommes partis du principe de base selon lequel notre économie locale ne créait PAS de débouchés pour les pauvres et les personnes marginalisées. En fait, le processus de développement économique engendrait lui-même de plus en plus de marginalisation. Notre logique et notre naïveté nous ont incités à croire que notre seule option était de

transformer la façon même dont se produisait le développement économique et social dans notre collectivité.

De nombreux activistes communautaires ont condamné notre action. Le développement économique ne nous concernait pas, prétendaient-ils. Notre « engagement » nous pousserait à nous salir les mains et à faire trop de compromis. Le rôle des mouvements sociaux était de protester et non d'aider à créer des emplois, et sûrement pas de travailler avec d'autres intervenants économiques. Nous étions cependant convaincus que la seule protestation confinerait notre population à une marginalisation permanente.

Nous avons donc procédé par essais et erreurs. Nous avons d'abord fait des alliances avec des syndicats locaux, puis avec des gens d'affaires locaux, des politiciens et des institutions et, finalement, avec le gouvernement. En 10 années, nos efforts pour redéfinir la façon dont se produisait le développement économique et social dans le Sud-Ouest de Montréal nous ont permis de réunir de nombreux alliés. Le RESO, le Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest, avait vu le jour dans nos quartiers. D'abord une coalition de groupes communautaires engagés dans les domaines de la santé, du logement et du bien-être, le regroupement était devenu un important organisme sans but lucratif dont les membres et l'administration comprenaient des syndicats, des représentants du secteur privé, des groupes communautaires, des intervenants culturels, des institutions et des résidents. À l'instar d'autres corporations de développement économique communautaire (CDÉC) qui allaient être créées dans des collectivités et des quartiers urbains partout au Québec, le RESO a pris sa place dans le développement économique, la planification urbaine, la formation, l'intégration sociale – et partout où il y avait quelque chose à faire pour revitaliser la collectivité dans une optique d'inclusion.

Un partenaire à part entière dans l'élaboration des politiques

Les CDÉC ont constitué un important virage culturel en matière de partenariat de collaboration au Québec au cours des 20 dernières années. Cette même culture a aussi été manifeste au niveau des politiques, dans le domaine du perfectionnement de la main-d'œuvre.

Depuis 1994, les représentants du secteur communautaire sont des membres de plein droit de la Commission des partenaires du

La deuxième carrière de Saint-Michel

Immense balafre urbaine, les anciennes carrières Miron et Francon occupaient ensemble 46 % du territoire de Ville Saint-Michel. Elles ont fait travailler des milliers de personnes pendant presque tout le 20^e siècle, apporté la prospérité puis le déclin, abandonnant un territoire marqué par la rupture du tissu urbain, coupé en plus par le boulevard Métropolitain.

Le nouvel arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc Extension est le plus pauvre de Montréal, le deuxième plus peuplé et le plus densément peuplé. On cherche une vocation aux immenses carrières de pierre fermées dans les années 1980.

De 1968 à 1999, Montréal a enfoui la moitié des déchets de la province dans la carrière Miron. Gazmont y capte le biogaz issu de leur décomposition. Autour du site, des secteurs sont progressivement consacrés à des activités éducatives, sportives et culturelles.

Maintenant, que faire de la carrière Francon ? En 1999, Camping Montréal a conçu l'aménagement d'un centre de camping-caravaning dans l'ancienne carrière. L'entreprise d'économie sociale s'est dotée d'un plan d'affaires, grâce à l'aide fournie par le PATDEC, le

Programme d'aide technique au développement économique

communautaire, affilié à l'Université Carleton et financé par la Fondation McConnell de Montréal. Les promoteurs ont conçu un projet aussi surprenant que le site : la carrière Francon a des allures de Grand Cañon du Colorado, au cœur de la métropole. La ville disparaît derrière ses hautes parois rocheuses. La nature a repris ses droits sur le site abandonné, austère et silencieux.

Ce site offrira 325 emplacements de luxe pour les caravanes de touristes et des « snow birds ». L'un des plus grands sites urbains de caravaning en Amérique du Nord, son aménagement sophistiqué en fera une attraction touristique et rejoindra une clientèle aisée avec un produit hautement attrayant. La formation de la main-d'œuvre locale accroîtra sa flexibilité et sa mobilité. L'arrondissement se dotera ainsi d'une industrie en croissance, offrant des possibilités d'avancement pour sa population. ■

Le fait est que bien que nous ayons peut-être raison, nous n'avons pas le contrôle. La seule façon de changer les choses, c'est d'unir nos voix, d'approfondir nos racines et de créer les alliances nécessaires pour faire évoluer notre programme d'une façon qui soit politique mais non partisane.

marché du travail (CPMT). Le gouvernement du Québec a créé le CPMT cette année-là pour aider à définir et à mettre en œuvre une politique de perfectionnement de la main-d'œuvre en collaboration avec Emploi-Québec, l'organisme gouvernemental chargé des programmes et initiatives de perfectionnement de la main-d'œuvre. Le conseil d'administration de la CPMT compte des représentants des principaux syndicats, associations d'affaires, établissements d'enseignement et nous – un trio qui représente une coalition de réseaux d'organismes communautaires actifs dans les domaines des services relatifs à l'emploi, du plaidoyer, du développement économique local et communautaire et de l'éducation des adultes. Ce réseau d'intervenants discute et agit à l'égard de questions telles que le travail obligatoire, la formation continue, la formation en emploi, les stratégies sectorielles, et les stratégies destinées aux femmes et aux personnes handicapées. La CPMT est un mécanisme institutionnel de changement culturel dans les politiques.

Mon rôle au sein de la CPMT m'a aussi amenée à m'engager dans un autre virage culturel. En 1996, faisant face à un taux de chômage de 12 % et à de graves difficultés concernant ses finances et son endettement, le gouvernement du Québec a organisé le Sommet sur l'économie et l'emploi. Il a invité des chefs de grandes entreprises, des associations d'employés, des syndicats, des municipalités, des réseaux d'institutions, des Églises et des représentants d'importants mouvements sociaux et communautaires. Le gouvernement nous a mis au défi de concevoir des stratégies de renouveau économique et de création d'emplois et, pour ce faire, a proposé la création d'un groupe de travail sur l'emploi et le développement économique dirigé par des représentants de la société civile. J'ai été appelée à présider ce groupe, qui s'est fait connaître sous le nom de Chantier de l'économie sociale. Nous avions six mois pour proposer des stratégies de création d'emplois qui seraient acceptables pour les participants du Sommet et pas trop onéreuses pour le gouvernement.

Cela s'est avéré un défi immense. D'une part, personne ne savait vraiment de quoi nous parlions. Le terme « économie sociale » n'avait jamais été aussi largement utilisé au Québec.

Naturellement, nous avons vite découvert que nous en faisons tous partie, puisque l'économie sociale regroupe un ensemble d'activités et d'organismes qui partagent cinq principes et éléments de structure. Les entreprises d'économie sociale :

- cherchent à servir leurs membres ou la collectivité dans son ensemble au lieu de viser le seul profit financier;
- ne sont ni des entreprises privées ni des organismes publics;
- établissent un processus démocratique de prise de décisions, qui requiert la participation des utilisateurs et des travailleurs;
- accordent la priorité aux personnes et au travail plutôt qu'au capital lorsqu'il s'agit de distribuer les revenus et les surplus;
- sont fondées sur les principes de la participation, de l'autonomisation et de la responsabilité individuelle et collective.

Sachant cela, nous avons compris que l'économie sociale n'était pas un nouveau concept. De fait, elle faisait partie du paysage socioéconomique du Québec et du Canada depuis plus de 100 ans, sous forme de caisses populaires, de coopératives agricoles et autres. Même sans tenir compte des caisses Desjardins et des deux plus grandes coopératives agricoles, l'économie sociale au Québec compte aujourd'hui 10 000 entreprises collectives et

Mais aussi fort que nous puissions lutter contre l'iniquité, nous travaillons encore plus fort pour trouver ce qui est bon et le réaliser... Il faut qu'il y ait un mouvement appréciable allant de l'opposition à la proposition, et du conservatisme à l'innovation dans le discours politique.



organismes communautaires, qui emploient plus de 100 000 personnes.

Mais le fait d'éclaircir la définition n'était que le premier problème que notre groupe de travail devait affronter. Le deuxième était de défendre l'idée du développement économique démocratique dans le contexte idéologique du moment. Les gens de la gauche et ceux de la droite nous considéraient avec méfiance.

Le plus grand défi de tous? C'était de convaincre les divers constituantes de l'économie sociale – les coopératives, les groupes communautaires, les travailleurs du développement local, les associations d'entreprises communautaires et les organismes sectoriels – de la nécessité de se concerter. J'étais moi-même convaincue que la seule façon de faire des progrès était de travailler ensemble à des objectifs partagés et à un but commun.

Quel était ce travail commun? Dans le contexte idéologique courant, où les initiatives à but lucratif individuelles ou privées étaient considérées comme un modèle idéal ou unique, nous devions démontrer le potentiel des entreprises ou organismes collectifs. Nous devions définir clairement l'économie sociale et rendre plus visibles ses réalisations passées. Nous devions proposer une série de stratégies sectorielles qui favoriseraient une nouvelle activité économique, répondant aux besoins sociaux, économiques et environnementaux. Enfin, nous devions cerner les conditions nécessaires à l'éclosion et à l'évolution de l'économie sociale. Parmi les conclusions des participants dans cette optique, mentionnons :

- une reconnaissance formelle du rôle de l'économie sociale dans le paysage socioéconomique du Québec;
- l'intégration de politiques de développement locales et régionales qui assureraient un appui à l'entreprise collective;
- un accès égal aux subventions au développement offertes aux entreprises traditionnelles;
- des changements dans la loi sur les coopératives afin de permettre la création de coopératives de solidarité;
- l'élaboration de nouveaux outils de formation et de financement.

Ce plan d'action, présenté en octobre 1996, a reçu un accueil enthousiaste de la part de certains; d'autres l'ont accueilli avec méfiance ou scepticisme. Mais le fait est qu'au cours des sept dernières années, nous avons livré la marchandise. Non seulement la plupart des éléments du plan ont-ils été réalisés, mais beaucoup

de nouveaux plans, projets et initiatives ont aussi été élaborés et mis en œuvre. Des entreprises sans but lucratif et des coopératives ont prospéré, répondant à une variété de défis et de besoins : inclusion sociale, création d'emplois et de nouveaux services accessibles, recyclage, tourisme social, production culturelle alternative, radio et télévision communautaires, emplois pour les personnes handicapées. Des syndicats, des groupes communautaires, des groupes de femmes, des militants en environnement, des activistes du commerce équitable, des organismes de développement international et même certains intervenants du secteur privé ont travaillé étroitement ensemble dans un mouvement vers une économie plus démocratique, pluraliste et inclusive. Il s'agissait là d'un autre changement culturel profond.

Cela veut-il dire que nous avons mis de côté la lutte contre l'iniquité? Pas question. L'année dernière seulement, des milliers et

(ci-dessus) Manifestation de locataires à Montréal. Photo : Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).



Avons-nous toutes les réponses? Non. Mais il me semble que nous avons une très bonne idée de ce qui peut fonctionner. La question est la suivante : avons-nous le désir et la capacité d'amener cette discussion à un autre niveau en collaborant pour provoquer de réels changements?

des milliers de personnes se sont mobilisées pour forcer l'adoption d'une loi contre la pauvreté. Mais aussi fort que nous puissions lutter contre l'iniquité, nous travaillons encore plus fort pour trouver ce qui est bon et le réaliser.

Aujourd'hui, le Chantier est à la veille de son cinquième anniversaire en tant que partie intégrante du paysage social et économique du Québec. Il y a un conseil d'administration de 28 personnes élues par différents collèges électoraux qui représentent les diverses réalités de l'économie sociale. Les membres et les administrateurs du Chantier comprennent des représentants de réseaux de coopératives et d'entreprises sans but lucratif, de réseaux de développement économique local et communautaire et des représentants des nombreux grands mouvements sociaux qui partagent les valeurs et la vision de l'économie sociale.

Le Chantier est un réseau de réseaux dont le but est de promouvoir l'économie sociale. Il appuie de nouveaux projets, encourage la consultation entre les divers intervenants du secteur et s'assure qu'ils sont représentés dans le domaine public. L'une des principales initiatives soutenues par le Chantier est le Réseau d'investissement social du Québec, qui rend disponible 10 millions de dollars d'argent privé et public pour l'investissement dans des entreprises d'économie sociale. Le Chantier codirige aussi un partenariat de recherche interuniversitaire regroupant quatre universités ainsi qu'une série de réseaux d'économie sociale. Par l'entremise du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire, le Chantier travaille pour l'amélioration des compétences des travailleurs, des gestionnaires et des conseils d'administration dans divers secteurs d'activité.

Somme toute, on est bien loin du groupe de travail temporaire créé pour le Sommet de 1996.

Atteindre la masse critique

L'économie sociale est l'un des mouvements progressifs les plus forts et les plus visibles dans le Québec d'aujourd'hui. Il doit sa force à de nombreux facteurs, dont le principal est l'énorme travail effectué par les entrepreneurs sociaux dans les collectivités, partout au Québec. Mais s'il est fort, c'est aussi parce que nous avons été capables de réseauter les réseaux. Nous avons réussi à travailler sur ce qui nous rassemble et non le contraire. Nous travaillons

ensemble pour trouver des solutions en faisant l'essai de nouvelles façons de faire.

Tout cela donne une bonne histoire, que j'aime raconter. Mais la question fondamentale est la suivante : comment fait-on pour réaliser un tel virage culturel dans les politiques communautaires et publiques?

Bien sûr, il n'existe pas de réponse simple. Mais d'une façon ou d'une autre, il faudra que certains virages culturels importants surviennent dans les collectivités et au sein de la société civile si nous voulons voir s'opérer les changements dans les politiques que la plupart de nous souhaitons désespérément.

Une chose est certaine – il ne s'agit pas seulement d'avoir des preuves. Je ne voudrais pas sous-estimer le rôle de la recherche et de l'évaluation. Mais si les preuves étaient ce qui provoque les changements dans le monde, l'idéologie néo-libérale aurait dû s'éteindre et disparaître il y a des années. Le désastre de l'Afrique n'est-il pas une preuve suffisante que la forme actuelle de la mondialisation ne fonctionne pas? La pauvreté et la violence croissantes dans de nombreux pays industrialisés ne sont-elles pas suffisantes pour faire douter de l'actuel programme néo-libéral?

Le fait est que bien que nous ayons peut-être *raison*, nous n'avons pas le *contrôle*. La seule façon de changer les choses, c'est d'unir nos voix, d'approfondir nos racines et de créer les alliances nécessaires pour faire évoluer notre programme d'une façon qui soit politique mais non partisane.

Voici quelques idées concernant les virages culturels qui doivent se produire et sur les ingrédients qui sont susceptibles de les susciter.

Il doit d'abord y avoir un virage dans le secteur communautaire et au sein des mouvements sociaux du Canada. Il faut qu'il y ait un mouvement appréciable allant de l'opposition à la proposition, et du conservatisme à l'innovation dans le discours politique.

Ce type de changement se produit déjà de façon concrète dans des collectivités un peu partout au pays. Mais il ne semble pas se produire de façon claire et coordonnée dans les politiques gouvernementales. Même si les preuves sont faites, les liens entre les pratiques optimales et la recherche et les meilleures politiques ne sont pas privilégiés de façon coordonnée. Ils ne sont pas non plus coordonnés entre divers mouvements sociaux qui partagent ces valeurs et ces préoccupations. Le dialogue entre les praticiens du DÉC et le mouvement syndical, le mouvement pour l'environnement ou le mouvement féministe, par exemple, n'a pas été bien structuré. L'Initiative du secteur bénévole se voit comme

(ci-dessus) Réunion carrefour. Photo : Carrefour québécois de développement local.

étant en marge du programme de DÉC/économie sociale alors qu'en fait, les groupes qu'elle représente sont souvent engagés dans les initiatives de DÉC ou d'économie sociale locales. Au moment où nous tentons de susciter une vague d'appui au DÉC/économie sociale partout au Canada, ces mouvements sont d'importants alliés stratégiques éventuels.

Le mouvement de l'économie sociale a pris son envol au Québec lorsque nous avons commencé à comprendre qu'en réunissant toutes nos réussites individuelles ou sectorielles, nous pouvions atteindre une masse critique à l'égard de l'emploi, de l'impact, de la prestation de services et de l'accroissement de la maîtrise collective des modes de production. Au Québec, nous représentons maintenant 7 % du PNB.

Cela m'amène à un deuxième virage culturel urgent : mettre de côté notre nostalgie de l'État providence et penser plutôt à ce à quoi un gouvernement progressif pourrait ressembler au 21^e siècle.

C'est une question fondamentale. Cela impose d'abandonner l'idée que les choix, en matière de développement, sont fondés soit sur le secteur privé ou le secteur public, et de reconnaître que nous vivons dans une économie pluraliste. Un autre acteur important joue un rôle – qu'on l'appelle économie sociale, troisième secteur ou qu'on invente un autre nom – grâce auquel la société civile prend part à la production et à la fourniture de biens et de services pour le bénéfice du bien collectif. D'ici à ce que cette économie sociale commence à se définir elle-même comme une force économique et sociale, indépendante de l'État et non créée par lui, comment pouvons-nous nous attendre à exercer une influence significative sur les politiques?

Un autre virage culturel doit se produire. Il s'agit de notre façon de comprendre le lien entre le développement social et le développement économique. Même si, instinctivement ou même intellectuellement, beaucoup de personnes s'entendent pour dire que les deux sont reliés, nous continuons de parler de choses telles que le travail obligatoire comme des « enjeux sociaux ». Au lieu de restreindre la discussion au secteur social et au gouvernement, nous devons sensibiliser le secteur privé, le mouvement syndical et les établissements d'enseignement, et faire en sorte qu'ils se sentent aussi concernés. Parce que nous ne résoudrons jamais les énormes problèmes auxquels nous faisons face si nous ne trouvons pas comment faire pour que le secteur social s'impose comme acteur du développement économique afin de démocratiser notre économie.

Ce sont là trois virages culturels clés, mais il y en a beaucoup d'autres, particulièrement dans les domaines de la formation continue et des politiques économiques et sociales. Il n'existe pas de raccourci pour y arriver. Il n'y a pas de façon d'éviter les débats et les confrontations, souvent pénibles mais essentiels.

Au Québec, nous n'avons manqué ni des uns ni des autres. Les travailleurs du secteur public craignaient que nous ne nous fassions complices de la privatisation des services publics. Certains organismes communautaires pensaient que le fait de se redéfinir comme des acteurs économiques équivaldrait à vendre leur âme.

D'autres craignaient qu'en se concentrant sur le développement, nous oublierions notre rôle en matière de plaidoyer.

Mais nous sommes sortis de ces débats plus forts que jamais. Ils ont été nécessaires et, dans l'ensemble, constructifs. La présence de mouvements sociaux dans la structure du Chantier a même fait de ces débats une partie intégrante et institutionnalisée de notre dynamique. Parallèlement, le Chantier nous a rendus capables de négocier des virages politiques qui sont loin d'être parfaits, mais qui nous ont certainement aidés à faire avancer le débat et la pratique.

Nous avons non seulement les preuves nécessaires mais aussi l'occasion d'effectuer certains virages politiques qui pourraient changer des choses dans la vie des personnes marginalisées partout au Canada. Avons-nous toutes les réponses? Non. Mais il me semble que nous avons une très bonne idée de ce qui peut fonctionner. La question est la suivante : avons-nous le désir et la capacité d'amener cette discussion à un autre niveau en collaborant pour provoquer de réels changements?

Je l'espère fortement.



NANCY NEAMTAN est présidente du Chantier de l'économie sociale (www.chantier.qc.ca); elle est l'une des fondatrices de RESO (www.RESOmtl.com). Pour communiquer avec elle, composer le (514) 899-9916 ou écrire à Nancy.Neamtan@chantier.qc.ca.

Cet article est inspiré de : « Innovation Through New Practices and New Partnerships : The Québec Expérience », une allocution de Nancy Neamtan faite en novembre 2003 au « Welfare-to-Work: The Next Generation – A National Forum », à St. John's, Terre-Neuve.



*Bâissez votre
collectivité à l'image
de ce que vous voulez.*

Visitez notre site WEB pour vous inscrire au prochain séminaire de téléapprentissage de Tamarack, en direct du congrès national du DÉC de 2004, Trois-Rivières, Québec. Le séminaire **“Les principaux enjeux confrontant le domaine du DÉC au Canada”** se tiendra le 20 mai 2004, midi à 13h (HNE).

Les activités mensuelles de téléapprentissage de Tamarack sont rendues possibles grâce à la généreuse contribution de la Fondation Maytree.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cet événement et nos prochains séminaires, visitez le www.tamarackcommunity.ca



TAMARACK
An Institute For Community Engagement